

Infos & Analyses libertaires

Journal de l'Organisation Anarchiste

N° 113 – Mai 2019

Le pouvoir ne doit pas être conquis, il doit être détruit.

Un pouvoir fondé sur le nombre n'est guère plus rationnel ou moral, et n'est pas moins usurpé qu'un pouvoir fondé sur la force, l'hérédité ou la foi, et il ne garantit pas mieux la probité et la capacité des gouvernants.



AGIR ! AU LIEU
D'ÉLIRE

Elections : toujours les mêmes rengaines

« Notre fétiche moderne est le suffrage universel. Malheur aux hérétiques qui osent douter de cette divinité »

Emma Goldman

Les élections européennes 2019 se dérouleront le dimanche 26 mai 2019 dans l'hexagone. Dans ces moments de contestation intense, parler d'électoratisme, fusse au niveau supranational, paraît passablement incongru.

En effet, le rejet de la représentation politique [politicienne] n'a pas été aussi important depuis bien longtemps. Au point de lire, ça et là, qu'un «*retour aux traditions de l'anarchisme*» n'est plus du tout une vision de l'esprit...

Pour autant les apprenti-e-s candidat-e-s, s'apparentant en la circonstance à de véritables «*suceurs de sang électoraux*», n'ont pas tardé à pointer leur groin au détour d'un micro ou d'un plateau T.V.

L'inopérant suffrage universel conduit "celles et ceux qui l'adoubent et le pratiquent" à fermer les yeux devant ses conséquences induites, «*des "démocraties représentatives" peuvent se transformer à loisir en "Etats totalitaires" tout en se prévalant de l'onction démocratique que leur confère le suffrage universel....*»

Européennes... dans l'hexagone : Revoilà les bateleurs

A la date du 3 mai, la liste définitive des candidats à la mandature européenne s'est clôturée avec pas moins de **34** concurrent-e-s.

De l'Extrême gauche à l'Extrême droite en passant par le "Centre mou", les "Verts", les "Bruns", les "jaunes ralliés" et les loufoques, les Françaises et les Français, ou du moins celles et ceux qui une fois encore, une fois de plus iront **mettre un bulletin dans les urnes du renoncement**, auront le choix entre ...

■ **Antonio Sanchez** ; **Nathalie Arthaud** ; **Ian Brossat** ; **Manon Aubry** ; **Benoît Hamon** ; **Raphaël Glucksmann** se proposent de faire de l'Europe un vaste champ social expérimental, sans y croire plus que ça. Toutes et tous vouent au culte étatique une fidélité indéfectible au point de penser l'Europe comme elles-ils pensent l'hexagone. La politique politicienne a d'indéniables thuriféraires qui peuvent renier leurs options d'origine pour pouvoir gagner un strapontin.

■ **Nathalie Loiseau** ; **Jean-Christophe Lagarde** ; **François-Xavier Bellamy** voilà le pendant au centre et à droite de l'échiquier d'une gauche qu'elle et ils combattent sans pour autant proposer d'alternative bien crédible. Il est vrai que la politique politicienne rencontre dans le camp de ces spécialistes de l'esbroufe une quantité de personnages qui lorgnent avant tout leur carrière et le siège sur lequel elle et ils viendront caller leur cul...

■ **Jordan Bardella** ; **Nicolas Dupont-Aignan** [avec **Cauchy**] ; **Florian Philippot** [avec J.F. **Barnaba**] ; **François Asselineau** [se dit ... candidat des **Gilets jaunes**] ; **Renaud Camus** [Fiorina **Ligner**] ; le "dissident français" **Vincent Vauclin** et "le royaliste" **Robert De Prevoisin** viennent alimenter la cohorte de l'Extrême droite et/ou de la Droite extrême et nous proposent de rejouer la pièce en vogue dans les années «40» aux plus belles heures d'une Europe qui marchait au pas de l'oie. Ostraciseurs, racistes, antisémites, nationalistes etc. etc. pourront piocher ici tout le venin qu'elles et ils veulent cracher...

■ **Christophe Chalençon**, Gilet Jaune qui a rencontré Luigi di Maio, dirigeant du Mouvement 5 étoiles et vice-président du Conseil italien, n'a de cesse que de vivre dans l'Europe de "nations fortes". On voit clairement les orientations qu'il préconise. Pas éloignées de celles qui précèdent...

■ **Francis Lalanne** et **Gilles Helgen** viennent boucler l'engagement des «G.J.» lorgnant comme tous les autres les places à prendre et oubliant ce faisant ce qui a fait la spécificité de ce "mouvement" : ne pas vouloir de spécialistes, de candidats ni de représentants ad vitam ad aeternam...

■ **Yannick Jadot** ; **Dominique Bourg** ; **Thérèse Delfel** ; **Florie Marie** ; **Audric Alexandre** en spécialistes de l'environnement veulent reverdir l'Europe mais oublient en passant de s'attaquer réellement à ce qui pollue le plus le continent et le reste de la planète terre, à savoir le CAPITALISME.

■ **Yves Gernigon** ; **Olivier Bidou** [employeurs, entrepreneurs, Commerçants, artisans, professions libérales...] ; **Christian Luc Person** participent à la joute électorale en tant que libéraux et "démocrates". Pour eux, si la dictature c'est «*Ferme ta gueule !*», la démocratie c'est «*cause toujours !*».

■ **Hamada Traoré** [banlieues] ; **Sophie Caillaud** [la jeunesse est un art] ; **Nathalie Tomasini** [féministe] ; **Cathy Corbet** [société civile] ; **Pierre Dieumegard** [Espéranto] ; **Hélène Thouy** [défense des animaux]

Ces cinq candidat-e-s, réputé-e-s petit-e-s, viennent clôturer cette déjà longue liste de noms avec l'ambition de témoigner de leur engagement contre certains manques et diverses dérives sociétales

■ Une 34^{ème} liste est venue s'inscrire sur le fil... Conduite par **Nagib Azergui**, «*une Europe au service des peuples*» elle est présentée par l'Union des démocrates musulmans français, parti fondé en 2012. Il s'agit donc d'inscrire dans le paysage politique de France un parti dont les adeptes sont **caractérisés par leur militantisme religieux**.

L'électoratisme, système "attrape-tout", c'est le cas de ces européennes, permet d'entretenir ici la confusion entre «Respect du aux personnes croyantes (ou non), avec le respect du aux cultes...», ces derniers ayant promu oppression et obscurantisme tout au long de l'Histoire de l'Humanité...

■ Pour notre part, au moment de faire les comptes, ce qui ressort de toute cette parodie de «candidatures» de débats «ouverts» et de «démocratie à la sauce représentative», nous regardons les sondages et ceux-ci s'accordent à placer deux listes largement en tête, celle de LREM, suivie de très près de celle du RN (Nouveau nom du Front National).

■ On a appris en passant que la France insoumise viserait 11% à l'élection européenne. Fin mars, Manuel Bompard, numéro "2" de la liste, a désigné les contours de son électorat : *«dégagiste, populaire, hostile à l'Union européenne»*. Il y ajoute les *«habitants des centres-villes [plus] sensibles aux solutions ... écologistes»*

Le thermomètre populaire n'annonçant pas une fièvre électoraliste, en tenant compte de l'accumulation des listes qui se bousculent à "gauche", les sondages [qui semblent bien optimistes] n'accordent cependant qu'un score à un chiffre de suffrages aux "insoumis" (pourtant soumis à l'électoratisme et à sa mathématique) ...

■ Pour ajouter une note colorée à toute cette kyrielle de "chiffres" et de "théâtreu-ses-x", les listes des « Gilets jaunes » [lisez ici de certains "gilets jaunes pâles"] ne seraient créditées que de 3% des intentions de votes...

Ce n'est pas pour nous étonner outre mesure dès lors que le mouvement de contestation a trouvé son épiscentre dans la méfiance vis-à-vis «des politiciens et élus de tous bords», y compris dans le rejet profond du Système et de cette classe autoproclamée "représentante" de la population dans son ensemble...

■ Des sondages, des statistiques, des vainqueurs et des vaincus, des coquins et des cocus...tout le reste est littérature. Revoilà la population "votarde" rendue à l'équation de la présidentielle de 2017.

Rien ne changera dans ce système tant que le coup de balai ne s'attaquera pas à tou-te-s ces assoiffé-e-s de Pouvoir et de sinécures...

■ Il est nécessaire d'insister sur un paragraphe de la déclaration de la tête de liste de LREM, Nathalie Loiseau. Celle-ci outre le fait qu'elle semble la jouer concernée *« C'est pour mes enfants que je suis entrée en politique »* n'en oublie pas pour autant la question migratoire... Simple résurgence de son engagement un jour de tempête sur un rafiote du GUD ?

Pour être une novice en "politique" (?) elle n'en manie pas moins l'ambiguïté langagière avec une dextérité accomplie. Ainsi, concernant la question des "migrants", ne demande-t-elle pas à ce que l'U.E. accueille les réfugiés *« beaucoup mieux que nous le faisons aujourd'hui »* et dans le même temps, elle exige *« un meilleur contrôle aux frontières de l'Union. »*

C'est ici, en condensé, la méthode des politicien-ne-s qui promettent une chose et, tout aussi vite, son contraire. Et tout ça dans le but de **"plaire à tout le monde"**.



C'est TOUT le système qu'il faut changer... Pas les équipes qui le servent !

Europe et haine... La question migratoire

Si, de ce fait, l'hexagone peut nous paraître préoccupant, les autres capitales européennes exhalent un fumet raciste et fascisant avec une centralité dévolue à la question de l'immigration.

Cette tendance est appelée à grossir quand on s'en tient au phénomène repéré il y a pas mal de temps maintenant : la montée irrémédiable des formations d'extrême droite. Le scrutin à venir confirmera très certainement l'assise continentale qui est la leur aujourd'hui. La crise migratoire de 2015 a déjà été instrumentalisée avec succès pour tous ces apprenti-e-s friand-e-s d'un retour aux périodes les plus noires de notre histoire...

Des sondages¹ tendent à minimiser l'importance de la question migratoire en la fixant à hauteur de 14% en tant que «menace» pour l'U.E.

Pour autant, nous sommes portés à croire que les partis dits «populistes» mais que nous n'hésitons pas à ranger sous le vocable de «fascistes» ne cachent pas leur intention de se servir du rendez-vous des européennes pour en faire un «référendum» contre l'immigration.

Même si la montée en puissance de Frontex² tend à régler, pour une grande part, cette question d'une manière assez radicale, au point de satisfaire les tenants d'une immigration proche de zéro...

D'autres sujets préoccupants

Le **coût de la vie en France** faisant écho aux revendications du mouvement des «gilets jaunes», le **chômage** en Italie et en Espagne, la **santé** en Pologne et en Hongrie...

Toutes ces questions qui débouchent sur des préoccupations bien réelles, puisent le plus souvent au sein des organisations d'extrême-droite (et trop souvent au-delà) des solutions qui n'en sont pas, tant les contenus pernicieux qu'elles véhiculent sentent le souffre...

Des questions qui trouvent alors des réponses bien nauséuses :

♦«**L'arrêt des aides sociales aux étrangers**» afin de remédier à la question du coût de la vie...

♦«**L'embauche prioritaire des nationaux**» afin de lutter contre le chômage...

♦«**L'accès aux soins en priorité destiné aux nationaux**» afin de baisser les dépenses de santé et ainsi d'améliorer ceux destinés aux habitant-e-s "d'origine" etc...

Aucune remise en cause des Systèmes d'exploitation et d'aliénation, aucune allusion aux méfaits et à l'escroquerie du Capitalisme, aucune remise en cause sérieuse du Libéralisme mais un recours simpliste au rejet de l'autre...

Fascisme vous avez-dit fascisme...

Face au danger fasciste

La nature des menaces en Europe, qu'elles se parent des habits des "Orbán, Le Pen, Salvini ou Kaczynski etc.", nous renvoie à du fascisme et pourtant, les médias ont de plus en plus tendance à nous faire avaler leurs potions bien indigestes pour du "populisme".

Non pas que le populisme soit défendable et de nature à satisfaire nos intentions égalitaires, solidaires et libertaires, mais il nous paraît souhaitable d'appeler « un chat un chat », à savoir parler de fascisme quand le contenu des programmes que proposent les nouveaux «Duces» ressemblent à si méprendre au fond de commerce fasciste... Ils/elles vénèrent l'autorité, exaltent la violence, glorifient l'identité, propagent la haine, bafouent les droits humains et n'ont de cesse que d'instaurer une police de la pensée.

Le fascisme quand il n'est pas au pouvoir s'en tient une vision paranoïaque du monde. Un monde barbare qui requiert une attitude belliciste afin de faire une guerre sans merci afin d'anéantir l'ennemi sournois, malfaisant qui met en péril la survie d'un "peuple, d'une nation ou d'une civilisation".

La contagion qui s'en suit ouvre la voie à une forme d'organisation de la société articulée autour de quelques fondamentaux :

♦**La soumission à un chef...**

1 Enquête d'opinion menée dans 14 pays [équivalant à 80 % des sièges du Parlement européen] pour le compte du think tank «Conseil européen des relations internationales»

2 L'agence européenne de garde-frontières.

- ♦Le gouvernement par la terreur...
- ♦L'extinction des libertés publiques...
- ♦L'abolition des contre-pouvoirs...
- ♦La répression violente de toute opposition...
- ♦Une vérité unique dictée par les institutions d'Etat...

Le Parlement européen a déclenché une procédure [article 7] à l'encontre de la Hongrie d'Orban.

Une décision dans le but de condamner une longue série de violations de l'Etat de droit

Les milieux de l'extrême droite européenne ont dénoncé ce qu'ils considéraient comme une sanction contre le choix de la Hongrie de *«ne pas vouloir accueillir des migrants.»*

L'extrême droite européenne a pu crier au déni de démocratie en clamant que les Hongrois avaient le droit – que cela plaise ou non – de choisir souverainement la politique d'immigration qu'ils désiraient voir mise en œuvre chez eux.

Il devient impérieux d'en revenir à un questionnement enfoui au plus profond :

La banalisation de l'attitude fasciste ne conduit-elle pas à rendre acceptable l'instauration d'une société totalitaire ?

Il est un fait, c'est que la "Réaction" au niveau européen [mais c'est valable partout ailleurs] argumente autour des vieilles causes qu'elle a toujours défendues :

- ♦La famille dissolue...
- ♦L'avortement considéré comme une atteinte à la vie ...
- ♦Le féminisme qui aboutirait au "chaos"...
- ♦L'immigration de masse comme facteur de dissolution de l'identité...
- ♦L'autorité des enseignant-e-s bafouée...
- ♦ L'assistanat comme facteur d'agiotage, au point de l'assimiler à de la fainéantise...

Des plus radicaux³ encore y ajoutent l'affrontement nécessaire d'avec *«l'ordre cosmopolite imposé par le capitalisme financier»*. Dans le même temps, éradication des *«élites "corrompues" au pouvoir....»*. Le tout devant permettre la restitution de leur puissance passée aux Etats occidentaux...

Une résurgence nationaliste visant à privilégier les employés "blancs" avec à la clef le rétablissement des frontières en vue de réhabiliter les souverainetés nationales.

Au moment de conclure ce paragraphe il peut paraître étonnant [et même contreproductif] de constater que face à de telles manifestations du réarmement moral de l'Occident chrétien, certain-e-s hésitent à le combattre... Pire, beaucoup trop ne le reconnaisse pas comme tel...

Faut-il rappeler que le fascisme n'est pas une opinion mais un danger pour les libertés et la paix civile ?

Des axes communs à TOUTES les listes

Les deux "Europe" que l'on voit "s'affronter" sont toutes deux libérales, Europe dans laquelle les droits des travailleurs se rétrécissent [au point de devenir inexistant] au profit d'un statut patronal toujours plus puissant.

L'Europe proposée par LREM n'a rien de progressiste au point que l'extrême-droite, xénophobe et violente, s'en trouve ragaillardie. Aujourd'hui cette dernière peut pavoiser, organiser des manifestations et organiser la chasse ouverte aux immigrés.

L'extrême-droite roule des mécaniques dans la rue et dans les urnes européennes...

«L'Europe qui protège» slogan fumeux n'est pas de mise quand on constate que les écarts entre pauvres et riches se creusent.

Les bulletins de vote ne cautionneront que les prétendant-e-s aux trônes.

La classe ouvrière n'a rien à gagner en votant pour les un-e-s ou pour les autres.

En revanche, quand la mobilisation populaire descend dans la rue de manière importante, les travailleurs finissent par contrecarrer les projets néfastes des gouvernants, voire par tirer quelques avantages...

Le choix consiste à choisir entre voter et fermer sa gueule ou entrer dans la lutte contre la perte de nos acquis...

Construire **en luttant** une société égalitaire, solidaire et libertaire ou subir **en votant** le libéralisme prôné par l'extrême-droite, la droite, le centre ou le Parti socialiste.

***Municipales, Cantonales, Régionales, Législatives, Présidentielles,
Européennes...***

³ Steve Bannon (entre autres)

Voilà pourquoi les anarchistes n'iront pas voter !

Nous refusons de nous déplacer aux urnes le jour des élections. En fait nous refusons l'injonction qui nous est faite par les gens de Pouvoir et les gouvernants de "venir déposer un bout de papier dans l'urne tel ou tel dimanche de l'année"...

Non contents de nous abstenir, nous dénonçons les aspects pervers de l'électoratisme, système qui installe la délégation de pouvoir.

L'autogestion, alternative prônée par les anarchistes, revendication tant décriée par les étatistes et les autoritaires, trouve ici toute sa justification : nous passer de professionnels de la politique afin d'accéder à la condition d'acteurs de nos propres vies.

Le rite du suffrage universel ou l'art de négocier la longueur de la chaîne...

L'ensemble des Etats et leurs constitutions imposent à leurs citoyens, en âge de voter, d'opérer des "choix", à intervalles réguliers. Un jour un député, une autre fois un Président... Ces temps-ci des Conseillers européens...

Il ne s'agira évidemment pas de désigner les meilleurs d'entre tous. Tout au plus le résultat résidera dans la désignation des chanceu-x-ses- [élu-e-s] qui accapareront les leviers de commande et les manettes du pouvoir !

Le suffrage universel devenu rituel, consacre l'illusion du choix et du temps démocratique alors qu'en réalité il entérine et pérennise le pouvoir des dominants.

L'électoratisme n'est en réalité qu'une machine à faire courber l'échine aux exploité-e-s et à tous les exclu-e-s.

Il ne propose comme seule "alternative" un changement de personnel chargé de mettre en œuvre des politiques d'exploitation et d'exclusion.

L'humain, trop souvent, non content d'être "esclave d'un système" le demeure par commodité. Il se forge alors lui-même ses propres chaînes.

Mettre un bulletin dans l'urne, ce geste honteux que cache l'isoloir, est au fond le blanc-seing accordé aux élu-e-s !

Voilà les maillons de la chaîne qui entrave les citoyens. Les élections, contrairement aux révoltes et aux luttes, ne représentent en rien un moyen sérieux et efficace si nous désirons changer le Système en profondeur.

Autonomie, autogestion... les termes de notre affranchissement...

Nous ne pouvons rester plus longtemps spectateurs. Il nous faut être «acteurs» et suffisamment responsables pour gérer collectivement toutes les situations et tous les aspects auxquels nous sommes confrontés, sans en référer à des "professionnels" qui n'aspirent en réalité qu'à l'exercice du Pouvoir.

Ne recommençons pas, une fois de plus, l'erreur de déléguer à du personnel politique notre souveraineté, puisque nous sommes persuadés qu'ils et elles n'en feront qu'à leur tête, une fois élus. En prenant nos affaires en mains, en administrant ensemble et directement la vie de la cité, nous ferons mieux qu'eux et, sans affaires, sans scandales, sans appétits ni financiers, ni de Pouvoir.



UN GRAND DEBAT ? ET SI NOUS PROCEDIONS A UN GRAND DEBARRAS ?

Perpignan le 18 avril 2019 par le groupe Puig Antich de l'Organisation Anarchiste

UN LAÏUS NOMME « DEBAT »

Depuis pas mal de temps déjà on nous bassine avec le Grand débat national.

En réalité le grand débat, en tant que bon gadget, a permis et permet à la «Macronie», ainsi qu'à l'ensemble des élu-e-s et en dernier ressort aux "intellectuel-le-s" d'investir, via les médias, la vie quotidienne de la grande majorité des habitant-e-s de l'hexagone.

Devenu-e-s "*oreille*", quelquefois "*reluqueuse*" mais **jamais actrice** la population française n'est pas invitée à la fête.

Elle doit se taire car les "spécialistes" avec une rhétorique achevée, pensent et parlent en son nom.

Le mouvement des «*gilets jaunes*» qui avait laissé percer de la méfiance vis-à-vis de tous les politiciens était de bon augure.

Malheureusement les politiciens en herbe sont venus sur les ronds points et surtout sur "les plateaux TV" dans le but de gripper une "machine qui se pensait et se disait « directement » démocratique !"

Ainsi nous eûmes à composer avec

- ♦ Les porte-paroles auto proclamé-e-s...

- ♦ Le CIP et sa dimension référendaire qui laisse l'Etat en système et le Système en l'état et de ce fait se conjugue d'une manière fort peu démocratique,

- ♦ Les listes lancées en vue des « européennes »...

- ♦ Une démocratie directe "décaféinée" qui finit dans les rets des "politiciens" de tous bords...

Le Mouvement des « gilets jaunes » s'est trouvé -et se trouve- totalement démuni au moment de ce mal nommé «grand débat», tant les dés y sont pipés !

Pipés au point même que, ce qui gêne la plupart des partis et organisations [dit-e-s d'opposition ?], c'est de ne pas pouvoir y trouver la place qu'ils revendiquent et qu'ils jugent devoir occuper.

Les «*gilets jaunes*» ne représentent pas pour **tous ces "tartuffes"** leurs préoccupations premières, mais tout au plus **une masse de manœuvre** qui vient conforter leurs desseins électoraux et leur soif de Pouvoir...

UN PRESIDENT AU-DESSUS DE LA MÊLÉE

Macron peut se permettre de se moquer de la gueule des « gilets jaunes » et plus largement de celle de la grande majorité de la population quand il déclare :

« Dans une période d'interrogations et d'incertitudes comme celle que nous traversons, nous devons nous rappeler qui nous sommes. La France n'est pas un pays comme les autres. Le sens des injustices y est plus vif qu'ailleurs. L'exigence d'entraide et de solidarité plus forte. Chez nous, ceux qui travaillent financent les pensions des retraités. Chez nous, un grand nombre de citoyens paie un impôt sur le revenu, parfois lourd, qui réduit les inégalités. Chez nous, l'éducation, la santé, la sécurité, [et] la justice sont accessibles à tous »

indépendamment de la situation et de la fortune.

Les aléas de la vie, comme le chômage, peuvent être surmontés, grâce à l'effort partagé par tous. C'est pourquoi la France est, de toutes les nations, une des plus fraternelles et des plus égalitaires.

C'est aussi une des plus libres, puisque chacun est protégé dans ses droits et dans sa liberté d'opinion, de conscience, de croyance ou de philosophie.

Et chaque citoyen a le droit de choisir celles et ceux qui porteront sa voix dans la conduite du pays, dans la conception des lois, dans les grandes décisions à prendre... »



LES GILETS JAUNES ET LE REJET DE LA CLASSE POLITIQUE

D'emblée la grande majorité des acteurs du mouvement des gilets jaunes dès la fin novembre 2018 laissait percer sa méfiance et son rejet des discours, des promesses et de l'existence même de la classe politicienne.

Il est bon de se souvenir de cela.

Il est tout aussi nécessaire de préciser que *toute la classe politicienne a grosso modo la même vision du pays, à quelques nuances près*. Quand Macron dit que *[...] chaque citoyen a le droit de choisir celles et ceux qui porteront sa voix dans la conduite du pays]*, l'ensemble des courants politiques qui ont recours à la **démocratie élective** pense comme lui.

C'est même ce principe totalement inopérant, inégalitaire, dominant, hiérarchisant, excluant et répressif qui irrigue et nourrit le Système en vigueur ici comme partout ailleurs.

Tous les systèmes étatiques, libéraux, capitalistes, sociaux-démocrates, de droite comme de gauche, procèdent de la même manière : Ils font régner l'ordre immuable de la Propriété privée, de la domination des gouvernants sur les gouvernés et de la division de la société en classes...

Si beaucoup de gens sont conscients de cette réalité, pour autant au moment du «grand débat national» on en trouve nombreux à s'interroger au point de le considérer comme dangereux pour la «démocratie».



QUAND IL EST QUESTION DE DEMOCRATIE, de quelle démocratie S'AGIT-IL ?

Pour Luc ROUBAN⁴, sociologue -Directeur de recherche CNRS, Sciences Po- a publié le 25 mars 2019 une étude sur « le grand débat ».

Au travers de quelques extraits on apprend que *«Le lancement du grand débat et son prolongement au-delà du 15 mars 2019 ont donné à Emmanuel Macron l'occasion de lancer une opération massive de **démocratie participative**.»*

La démocratie "participative" serait, selon M. Rouban, l'apanage d'une décision présidentielle, du bon vouloir d'un Macron omniprésent et omnipotent et de la présence quasi unique d'élus de la nation.

Ailleurs il nous explique que l'«analyse des contributions est une affaire complexe.»

Ce qui l'enjoint à écrire cela ce serait *«... l'absence de «variable signalétique précise» sans laquelle il est «difficile d'apprécier la représentativité des contributeurs ni [celle] de l'échantillon».*

Or, M. Rouban s'empresse de ramener ces questions à une valeur fort peu démocratique puisqu'il restreint sa démonstration à *« l'ensemble des 47 millions d'électeurs inscrits ».*

On le voit on ne sort pas de **la sacro sainte démocratie représentative et élective**.

⁴ Il travaille au CEVIPOF depuis 1996 et à Sciences Po depuis 1987. Ses recherches portent principalement sur les transformations du secteur public en Europe et plus particulièrement sur les mutations de la fonction publique et la réforme de l'État.

Ses recherches actuelles portent sur les transformations des élites administratives et politiques dans le cadre d'une réflexion sur l'évolution institutionnelle de la Ve République.

La démocratie participative, avouons-le n'est réellement pas la panacée puisqu'elle se résume à donner des bribes de «pouvoir» à la population et de plus uniquement pour des questions subalternes, sans réels effets sur la conduite des affaires. Eh bien même cet ersatz de démocratie ne peut s'envisager sans le recours obligé à sa sœur aînée la démocratie électorale !

C'est ce qui fait dire à M. **Rouban** « (...) *c'est là que réside un premier problème politique puisque la restitution officielle des résultats ne pourra légitimer ni la politique d'Emmanuel Macron ni celle des gilets jaunes, ni même refléter la volonté réelle de l'ensemble des citoyens.* »

Il déclare même que la critique de la démocratie représentative « (...) *porte bien plus sur le comportement des élus, leurs privilèges ou leur indifférence aux électeurs que sur le principe de la démocratie représentative elle-même.* »

Ce qui semble absent de cette étude c'est la reconnaissance d'un fait indiscutable : **la dépolitisation d'une fraction très importante de la population**. Ceci n'exclut aucunement la méfiance et le rejet de la classe politique ni le rejet des élus, mais en revanche ça rend difficile voire impossible sa traduction en terme de propositions...

M. Rouban nous précise que les réponses issues du grand débat **«sont (...) en retrait face aux demandes plus radicales de démocratie directe des gilets jaunes.»**

Albert **OGIEN**⁵, sociologue fournit un article, le 16 janvier 2019 dans **Libération**.

Il est titré **Le fiasco annoncé du grand débat national**

Il y dénonce entre autres choses « *Le symptôme le plus grave de ce défaut démocratique français est l'usage disproportionné de la violence par les forces de l'ordre pour réprimer des protestations de rue qui, comme celle portée par les Gilets jaunes, refusent d'être encadrées et dont le sens est délibérément insaisissable.* »

Un mouvement qu'Ogien précise qu'il est né « *à l'instigation et sous la responsabilité de citoyen-ne-s ordinaires, pas à celle d'une figure charismatique qui leur souffle leurs mots d'ordre et leur forge des stratégies. C'est pourquoi il s'organise de telle sorte qu'une direction ne puisse pas imposer sa volonté, et que la règle qu'il a adoptée et à laquelle il se tient favorise la libre expression de toutes les opinions, ce qui inclut de tolérer même les plus antagoniques.* »

Si on s'en tenait à ces quelques assertions nous pourrions les partager avec l'auteur de l'article. Mais la suite nous renseigne sur la propension de la Sociologie à se méfier de ce qu'elle a du mal à saisir. Ainsi Ogien écrit-il : « *Tout cela donne le sentiment d'une anarchie ou d'un «grand n'importe quoi», quand cela n'éveille pas le soupçon que certaines de ses franges cherchent à interdire toute forme d'organisation afin d'entretenir le chaos à des fins séditionnelles* »

Concernant le grand débat, Ogien critique un Président « *qui s'autorise à poser les questions qu'il a choisies à son «peuple» tout en l'assurant qu'il y apportera lui-même ses réponses au terme de sa réflexion* ». Il s'agit là d'une «illusion participative» écrit-il.

Albert **OGIEN**, 15 jours plus tard [le 31 janvier] toujours dans **Libération** produit une tribune qu'il titre : **Le spectre de la démocratie directe**

« *Tout ce que l'esprit peut concevoir de craintes à l'idée de voir le «peuple» prendre en main la conduite des affaires publiques a trouvé, avec l'apparition inattendue du mouvement des gilets jaunes, un terrain providentiel à sa foisonnante expression.* »

⁵ Albert Ogien est directeur de recherches au CNRS et directeur de l'Institut Marcel Mauss de l'EHESS. Ses travaux portent entre autres choses sur l'analyse des mouvements de protestation politique extra-institutionnelle (rassemblements et occupations de places, contestations des pouvoirs, mobilisations transnationales, insurrections civiles, activisme informatique, désobéissance civile, création de nouveaux partis) qui se développent actuellement...

Ogien, dès l'amorce de sa tribune insiste sur l'embarras de l'ensemble des organisations, partis et de nombreux "citoyens" confrontés à cette « *prise en main de la conduite des affaires publiques* ».

Pourtant, très rapidement, Ogien lui-même, semble emboîter les dites critiques lorsqu'il déclare que, si depuis le 17 novembre, énormément d'argument ont fustigé « *l'irrationalité ou l'incapacité politique des citoyen-ne-s qui n'ait été opposé aux revendications des troupes jaune fluo* » il considère que « *le caractère à la fois **disparate, inconséquent, haineux et buté** des demandes formulées aux quatre coins de la France a servi ces attaques ironiques.* »

Ogien déduit de ses premières remarques qu'il va falloir se faire au « *nouvel ordre (...) en gestation, dont témoigne la multiplication de ces «pratiques politiques autonomes» de citoyen-ne-s qui entendent, directement et à l'écart des organes officiels de la représentation, peser dans la détermination de l'avenir du monde dans lequel leurs vies s'inscrivent.* »

Ogien ajoute sa plume à pas mal de "spécialistes" qui l'ont précédé quand il déclare « *la démocratie directe n'est plus ce spectre redouté dont l'objet est la destruction de la démocratie représentative* » tout en assignant à "cette démocratie directe" un rôle et un objet relativement restreints. Sous sa plume elle se limite à servir « *de guide pour **redéfinir les règles de fonctionnement de régimes démocratiques** qui sont devenus des aristocraties électives ou des oligarchies méprisantes.* »

Quand il poursuit c'est sur cette "nécessaire redéfinition" il précise qu'elle « *vise à rendre **la représentation vraiment représentative** (...)* ». La boucle semble bien bouclée. Le changement d'accord mais à conditions que des "élu-e-s" viennent à terme représenter les "troupes jaunes fluo"⁶ et plus largement la population cantonnée aux strapontins des spectatrices et spectateurs. C'est la seule place qui nous est dévolue, nous les sans grades !

Ogien a une idée assez claire des citoyens qui vont fournir le « *travail de médiation politique* ». Un travail qui va consister dit-il « *à mettre collectivement en forme les **envies, les colères et les pulsions** qui s'expriment de façon désordonnée dans une protestation afin de les structurer en revendications acceptées par tous et toutes et de les défendre sur un mode organisé.* »

Il nous dit qu'un tel travail ne peut être « *le monopole des professionnel-le-s de la politique, justifié par leur maîtrise d'un savoir rationnel, technique ou théorique.* »

Pour mener ce travail nécessaire, Ogien ne s'associe pas aux « *grands débats* », lesquels totalement « *encadrés et formatés par des experts confits de certitude...* ».

Pour clore sa tribune, Ogien nous assurant que « *le jour où le grand débat national prendra fin* » l'ordre tant attendu par les gouvernants, la bourgeoisie et la plupart des organisations politiques ne suivra pas pour autant...

Et c'est à ce moment précis qu'Ogien ôte son masque et se laisse aller à son désir profond. Afin « *d'accélérer **la démocratisation de la démocratie**, il serait peut-être utile que tout ce que ce pays compte **d'hommes et de femmes de gauche** investisse massivement le mouvement pour contribuer, sans nécessairement revêtir le gilet mais sans arborer ses affiliations non plus, à la formulation de revendications qui cibleraient les mécanismes qui causent la désespérance et la misère.* » **Tout ça pour ça !** C'est ce que nous sommes enclins à déclarer, et j'ajoute que les «spécialistes» parviennent toujours à leurs fins.

⁶ Termes employés par Ogien lui-même

LE PORTAGE

Une dernière incursion dans le monde de la presse et de la "spécialisation" nous conduit à parler de la tribune signée par Patrick **CAHEZ**⁷, parue le 11 janvier 2019, sous le titre «*Et si la France était majoritairement anarchiste ?*»⁸»

Pour Cahez l'actuel mouvement s'est signalé « par un refus des partis, des syndicats, d'avoir un chef, une organisation. »

« *N'est-ce pas les caractéristiques d'un mouvement anarchiste ?* » se questionne-t-il alors.

Entrée en matière aussi rapide que peu documentée qui le conduit à définir ce mouvement par son rejet de la politique néolibérale. Commode entrée en matière qui va lui permettre de dérouler son hypothèse, hypothèse « à débattre et à vérifier », il l'admet.

En additionnant les scores des **abstentionnistes**, des **votes blancs** et des **votes nuls**, au second tour en 2017, il arrive au total de **34,03%** des inscrits.

Par ailleurs, les gilets jaunes ont attiré **35%** de sympathie dans l'opinion...

Et il se pose la question de la « *corrélation possible de cette adhésion de 35% des sondés aux gilets jaunes avec les 34,03% d'inscrits qui se sont abstenus au second tour des élections présidentielles.* »

Pourtant, sans coup fêrir, il écrit « *La caractéristique des gilets jaunes à refuser une structure et une organisation, un chef, paraît permettre de les rapprocher d'une inspiration anarchisante, voire [anarchiste](#).* »

Si l'abstention est aujourd'hui [un peu plus qu'hier] la caractéristique d'un éloignement et d'un rejet de la politique "politicienne" si elle traduit l'adhésion à « *une autre politique* » cela n'apparaît pas comme une adhésion -de manière mécanique- à l'anarchisme comme Cahez le laisse entendre quand il écrit « *La montée de l'abstention indiquerait donc plutôt le succès croissant que rencontre la pensée anarchiste dans l'électorat...* ».

En revanche, quand il déclare que cette abstention ne s'apparente pas à « *un glissement vers l'extrême-droite* » c'est beaucoup plus crédible car nous pouvons considérer cette assertion comme étant du pain béni pour la classe politicienne et le Capital réunis...

En conclusion de sa démonstration, Cahez déclare que « *le premier parti de France ne serait pas l'abstention - indicateur de l'échec politique - mais les anarchistes.* »

Difficile de le suivre totalement, même si par certains côtés ses conclusions comportent des aspects intéressants, ne serait-ce que dans son analyse du phénomène abstentionniste qu'il ne considère pas comme un reflux de la démocratie dès lors qu'il faut y voir « *le succès d'une pensée libertaire [encore plus de démocratie] à l'opposé du modèle politique qu'il faut sauver* ». Modèle rejeté par le mouvement des gilets jaunes...

Pour Cahez, il semble que, seule « *Une adhésion à l'anarchie peut expliquer le rejet du système.* »

Il en déduit qu'un « *gouvernement bourgeois néolibéral qui ne se préoccupe pas du bien-être général et de la dignité ne peut comprendre un soulèvement qui rejette l'autorité, les symboles de pouvoir et de richesses.* »

⁷ Ex inspecteur à la DST puis à la DCPJ financière grenobloise **Patrick Cahez**, a été mis au placard depuis 2003 par sa hiérarchie. Il se bat depuis contre son administration et nous dévoile le portrait peu enchanteur d'une institution capable "de violence symbolique allant jusqu'au rejet physique, dès lors qu'elle se sent déstabilisée par l'un de ses membres".

Ancien délégué syndical départemental de **Synergie officier** et administrateur la CFE-CGC de l'union départementale de l'Isère (...) Mis à la retraite pour invalidité.

Il est membre de la Ligue des droits humains et d'Amnesty international Bruxelles (...) milite au MRAP de Dunkerque ; à SUD intérieur (...) et l'Observatoire du stress de France Télécom Paris

⁸ Via son blog « L'Europe sociale des droits de l'Homme » sur **Médiapart**.

Inadapté à la pensée anarchiste, sa seule réponse est la répression! Comme ce fut le cas par le passé : « ... *Thiers contre la Commune, la répression des Canuts à Lyon, l'armée contre les ouvriers à Fourmies...* »

Cahez stigmatise «*l'inadaptation intellectuelle à la modernité*» qui se traduit par une incompréhension et un rejet d'un mouvement qui "interroge et dérange" par ses aspects inhabituels.... Il précise que dans le cas du renseignement «*L'inconvénient d'un mouvement libertaire est qu'il faudrait pratiquement mettre un agent sur chaque personne pour anticiper.* »

Cahez laisse percer «*Un début de solution est très simple et très rapide. Il ne nécessite pas de référendum, de débat national, ...*»

Pas très anarchiste, nous nous en serions bien doutés, il s'agirait de «*rétablir l'ISF (...) et supprimer le CICE afin d'alléger des taxes et des impôts*» et le tour serait joué. Au bout du compte «*une économie pour l'Etat de 45 milliards d'euros, plus utiles [au] confort minimum du plus grand nombre* ».

En insistant sur la "thèse" qu'il poursuit depuis l'origine de sa tribune, Cahez s'interroge à haute plume «*Comment s'étonner alors que les Français deviennent anarchistes ?*», tout en ayant un œil qui scrute l'horizon des européennes...

DES REPONSES NECESSAIRES AUX SPECIALISTES...



Répondre à **Cahez, Ogien et Rouban**, en tenant compte des disparités d'approche qu'ils opèrent en abordant le phénomène «Gilets jaunes», le «Grand débat national» et le «rejet effectif de la classe politicienne», cela revient à remettre la « Bourse du travail⁹ au centre du village ».

De manière pragmatique, quand nous défendons la "société anarchiste" nous le faisons avec la rigueur nécessaire. Nous ne la définissons pas comme quelque chose d'utopique, d'inabordable, mais comme une réalité à construire collectivement, un futur sans aucune strate de Pouvoir.

Quelque chose de bien réel, de palpable pour toutes celles et tous ceux qui ont envie d'en finir avec tous les systèmes de domination : l'Etat ; le Capitalisme ; le Patriarcat etc...

Parmi les "Gilets jaunes" il est très probable que pour un bon nombre d'entre elles/eux que leurs intentions profondes les attirent irrésistiblement vers l'anarchisme. Lors des grandes messes électorales, là encore, un grand nombre de celles et ceux qui s'abstiennent le font avec, confusément, un attrait pour l'anarchisme...

Nous ne disons pas de ces irréductibles [Gilets jaunes ; abstentionnistes...] qu'ils sont anarchistes, encore moins qu'ils se déclarent anarchistes. La raison essentielle de leur méfiance, sinon de ce déni réside dans la charge négative qui impacte l'idée même d'anarchie.

Il serait pourtant aisé de faire le lit de telles contrevérités.

Dans le même temps, elles et ils devraient s'intéresser à ce que l'anarchisme représente réellement [historiquement, idéologiquement et socialement] avant de relayer le bourrage de crâne et les mensonges que colportent celles et ceux qui ont le pouvoir, le fric et les places d'élus-e-s...

⁹ Cela sonne mieux que "l'église"

La peur de l'anarchisme et des anarchistes, peur que font régner les gens de Pouvoir, les gens du Capital, et ceux qui n'aspirent qu'à occuper les places au sein de l'Etat, rencontre une écoute quasiment complaisante auprès de gens qui sont spoliés au même titre que les anarchistes...

Les un-e-s et les autres ont en commun de vouloir changer la société de fond en comble, de construire une société égalitaire, solidaire et libertaire. Les un-e-s et les autres ont des raisons semblables de se séparer définitivement des hommes et des institutions qui n'ont de cesse que de les maintenir dans la situation de

spectateurs et/ou d'êtres soumis.



AUJOURD'HUI, UNE DEMOCRATIE VERITABLE A CONSTRUIRE

Dans un tel contexte, la prise de conscience de cette méprise, doit rapprocher les anarchistes [les individus et les organisations qui s'en réclament] et celles et ceux nombreux qui ont des aspirations similaires.

Alors terminé le RIC, plus de blanc-seing accordé aux professionnels de la tchatche, terminée la démocratie au rabais [démocratie électorale ; démocratie représentative ; démocratie participative] mais une seule démocratie vivante, égalitaire, la démocratie directe **SANS AUCUNE INTERMEDIAIRE !**

Terminé le Grand débat "national" mais plutôt une prise de conscience à la hauteur des enjeux pour favoriser partout des assemblées générales de quartiers, de secteurs, d'entreprises, de villes et

des mandats impératifs quand ils s'agit de désigner des délégations...

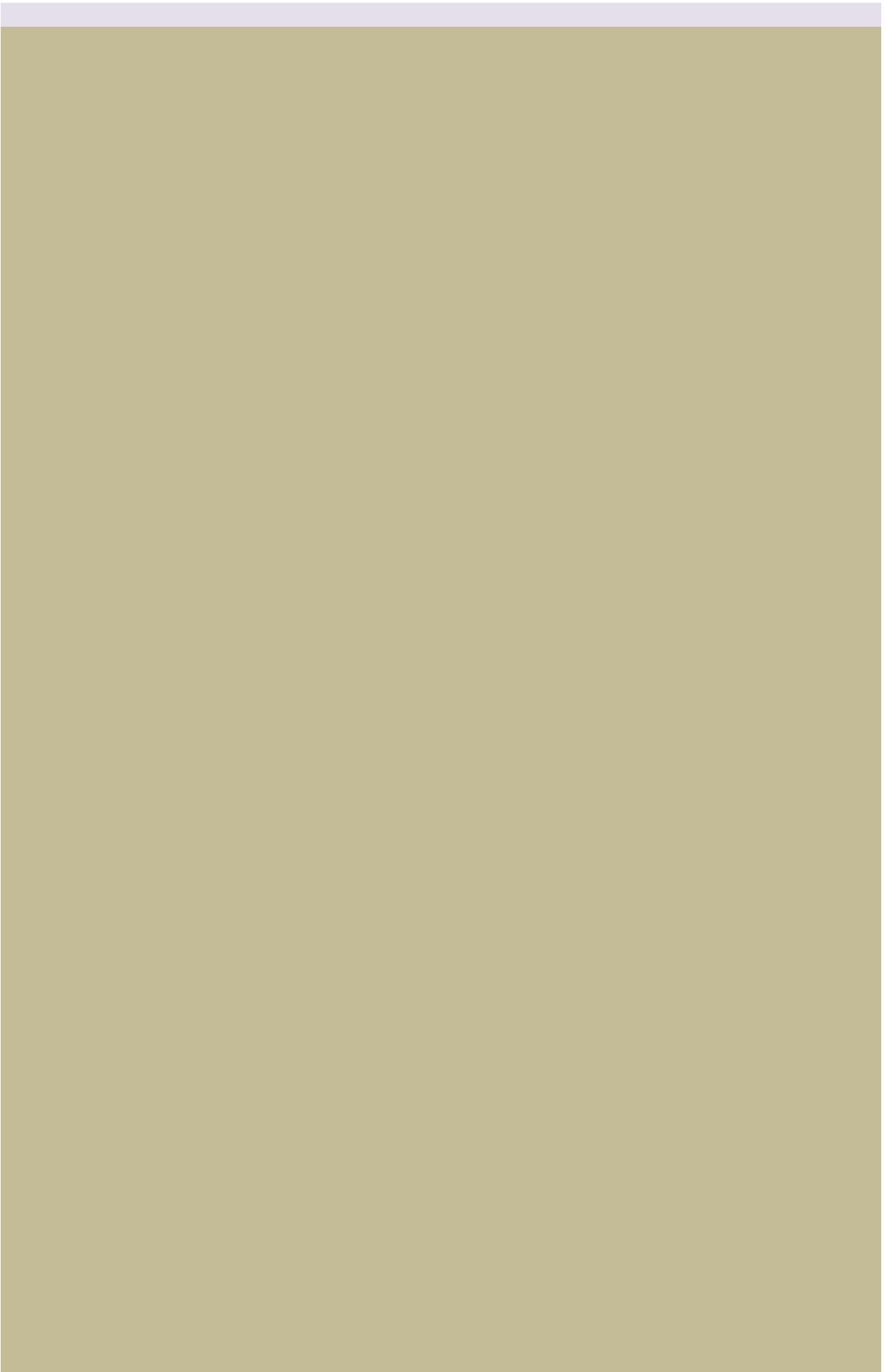
Comme on peut le voir, les propositions anarchistes ne sont ni utopiques, ni farfelues, bien au contraire. Elles offrent l'unique perspective de changements en profondeur en y ajoutant la participation massive des individus.

Et, "cerise sur le gâteau" la méfiance que distille le Pouvoir à propos de l'anarchisme, méfiance que trop nombreuses et nombreux relayent encore de nos jours sans prendre le temps d'aller voir par elles/eux-mêmes, cette méfiance est de fait complètement absconse.

Les anarchistes sont les seul-e-s qui n'aspirent aucunement au Pouvoir.

Notre but est l'abolition de TOUS LES POUVOIRS.

Alors ? Plus de craintes... Et que vive la société
anarchiste, la société de toutes et tous...



A TOUS LES TRAVAILLEURS

LES ANARCHISTES

ET LE PREMIER MAI

Comme toujours, en ce Premier Mai 1934 - les anarchistes te disent : "Peuple révolte-toi, voici ton heure !".

Le régime qui pèse sur nos épaules depuis des siècles agonise. La crise économique place la France capitaliste, comme tous les autres pays capitalistes dans l'alternative : ou le FASCISME ou la REVOLUTION.

Devant la vague révolutionnaire des mécontents, les forces de réaction s'arment et avec la complicité des gouvernements, se préparent à supprimer brutalement les relatives libertés arrachées par le peuple aux prix de longues et sanglantes luttes.

Balayant les politiciens, les anarchistes prennent place parmi les forces révolutionnaires, et seront l'âme des foules en révolte cherchant à se grouper pour faire face au danger fasciste et pour substituer aux régimes d'arrogances et d'assassins permanents des formes sociales plus justes.

Car les Anarchistes ont un programme précis de lutte et de réorganisation, qui est le suivant :

Destruction de tous les rouages étatiques

Suppression de tous les privilèges capitalistes

Expropriation totale et immédiate au profit de tous, des stocks d'aliments et marchandises bloqués par la crise.

Décentralisme et Fédéralisme.

C'est-à-dire, la Commune, organisant librement sa vie économique et intellectuelle, car il ne peut y avoir de bonheur là où il n'y a pas de liberté.

ANARCHISTES et partisans décidés de notre autonomie individuelle, mais aussi résolument contre tous régimes d'oppression.

OUVRIERS, nous te disons que les ANARCHISTES tentent de réaliser ce PLAN DE TRAVAIL, afin que la Révolution Victorieuse assure immédiatement à tous le maximum de liberté avec le maximum de bien-être.

DEBOUT contre tous les FASCISMES!

En avant pour la REVOLUTION SOCIALE!

VIVE L'ANARCHIE!

La Fédération Anarchiste Provençale.

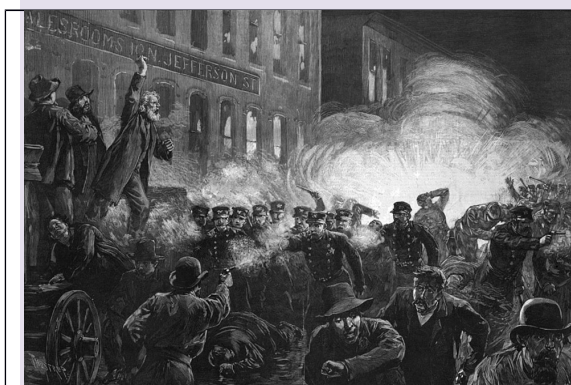
CAMARADES, lisez :

"LA VOIX LIBERTAIRE" - "LE COMBAT SYNDICALISTE" - "LE REVEIL ANARCHISTE"
"L'ACTION LIBERTAIRE" - "LE SEMEUR".

En vente aux kiosques : Cours Balzac (fin XX^e Siècle) et Boulevard Garibaldi, 26.

Tract du premier 1934

PREMIER MAI 2019... Ce n'est qu'un début... Continuons le COMBAT, pas le débat !



Sans vouloir sacrifier aux sempiternels anniversaires, il convient cependant en cette année **2019** de se souvenir que le **1^{er} Mai** est avant tout le rappel récurrent que des ouvriers anarchistes ont été assassinés à Chicago par le Pouvoir et le Patronat en 1886-1887, faisant suite à une «provocation policière»...

Depuis deux ans, celles et ceux qui se mirent en marche et se fendaient de nous vendre une nouvelle manière de faire et une "nouvelle" politique nous ont pris pour des cons en nous refilant toutes les vieilles recettes politiciennes issues des siècles passés : celles de la fin du 19^{ème} et celles du 20^{ème}.

Ordonnances, attaques des quelques acquis ouvriers qui ont échappé aux appétits inégalitaires des capitalistes et gouvernements précédents -droite et gauche réuni-e-s... **Misère sociale** qui ne cesse d'envahir le quotidien d'une partie toujours plus grande de la population pendant que les nantis d'aujourd'hui -comme ceux de 1886 et tous qui suivirent- profitent de toutes les largesses que le "**système**" leur offre, système qu'ils ont créé pour leurs propres intérêts !



Toutes les décisions « *macroniennes* » depuis 2017 -réforme du code du travail **par ordonnances**, réforme du chômage, nouvelles mesures fiscales contre les retraité-e-s, réforme des rythmes scolaires, nouvelle loi sur l'immigration- tout cela nous a conforté dans l'idée que ce qui devait changer s'est transformé en plein marasme social...

Avant « *on nous prenait pour des cons en faisant semblant de "ne pas y toucher"* » et aujourd'hui « *on nous prend pour des cons "sans trop s'en cacher"* ».

Aujourd'hui celles et ceux qui nous gouvernent disent vouloir s'attaquer à certains privilèges.

Et celles et ceux qui en pâtissent sont bien entendu au bas de l'échelle sociale.

Pendant ce temps, ceux qui touchaient « le jack pot » continuent à la toucher sans vergogne avec la bénédiction des gouvernants, de l'Etat et du Capital réunis.

Ces choses nous révoltent et assurément elles ont conduit, depuis la mi-novembre 2018, à ce qu'un très grand nombre de personnes se révoltent à leur tour...

Parmi les mauvaises habitudes prises par les gouvernements en place, et l'actuel n'a rien à envier aux précédents, il y en a une qui relève de **la grande bassesse des chaînes d'infos** qui dégoulinent de complaisance envers le pouvoir ! Sous couvert de défendre « l'ordre » [tout en se gardant bien de préciser de quel ordre il s'agit...] elles sont en réalité «aux ordres» !

Elles passent leur temps à éreinter celles et ceux qui luttent... Elles parlent à longueur d'antenne de « *la violence des manifestant-e-s* » et se gardent bien de parler de la violence sociale, celle qui jette des gens dans la rue parce qu'ils n'ont pas tiré le bon numéro à la loterie du capitalisme. Les journaux pissent de la copie pour dénoncer, déconsidérer, avilir et toujours dans

le même sens. Celles et ceux nombreux qui ne sont pas né-e-s sous une bonne étoile. Quant aux nanti-e-s, pour elles/eux c'est Noël tous les jours...

Parmi les choses qui nous révoltent, il y en a une autre qui ne vient pas du camp de ceux qui disposent de Tout **-fric ; pouvoir ; sinécures ; privilèges**. Celle-ci vient du sein même de la classe ouvrière, ou du moins ce qu'il en reste.

Les centrales syndicales [les organisations de salarié-e-s] ont depuis longtemps déjà abandonné ce qui faisait d'elles d'incontournables organisations de lutte, pour devenir des partenaires sociaux. A force de se coucher devant l'Etat et le patronat non seulement elles ont abandonné l'éthique même du syndicalisme des origines mais dans le même temps elles ont fini par perdre le peu de crédibilité qu'elles avaient.

L'action directe, la grève générale expropriatrice, la société égalitaire et solidaire... tout cela a volé en éclats. Pire, dans la bouche des responsables syndicaux, **l'action directe** est devenue «aventurisme». **La grève générale** a fait place aux journées de grève de 24H sans lendemain et... sans gagner ! Quant à la société de demain, celle pour laquelle ils devaient lutter, ils ont préféré s'en remettre à leurs copains politiciens.

Ils ont participé à l'illusion électorale et, ce faisant, ils ont renforcé le système d'exploitation.

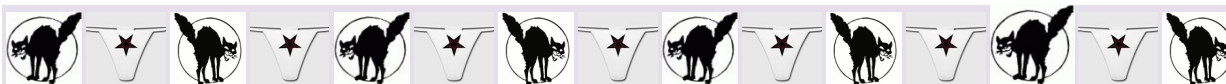


La révolte qui s'est levée en novembre 2018, contient en elle des éléments qui peuvent nous réconcilier avec ces luttes oubliées. Sans être passésistes, nous devons réhabiliter la lutte des classes, dans le sens qui lui fut attribué au départ : antiétatique, antipolitique et anticapitaliste...

Si certains la jugent dépassée, elle reste le seul moyen à notre disposition pour en finir avec tous les systèmes dégradants «d'exploitation et d'aliénation», toutes ces saloperies qui aujourd'hui, comme il y a plus d'un siècle de cela, nous pourrissent la vie.



Le Premier Mai 2019 peut être le début d'une prise de conscience. A nous d'en faire une date pour le futur...



Pour contacter Organisation Anarchiste

oa@infosetanalyseslibertaires.org

Nos groupes et liaisons

PERPIGNAN

Groupe Puig Antich

Mel : contact@groupe-puig-antich.info

Librairie **Infos** 2, rue Théodore Guitier - Perpignan
(près de la place des Poilus)

Permanences : samedi de 15H à 19H

TOULOUSE

Groupe Albert Camus

Mel : groupe.albert.camus@gmail.com

36 rue de Cugnaux 31300 Toulouse

Permanences : les Mardi de 18h30 à 19h30 semaines
impaires et les jeudis semaines paires.

ORLÉANS

Liaison du Centre

Ecrire au secrétariat

oa@infosetanalyseslibertaires.org

MONTPELLIER

Groupe Victorine

Mel : groupe-victorineoamtp@ntymail.com

CARCASSONNE

Groupe Anarchiste de Carcassonne

Mel : groupecarcassonne@gmail.com

93/ Région parisienne

Ecrire au secrétariat

oa@infosetanalyseslibertaires.org

Spécial Solidarité

Perpignan le 5 mai 2019

Chères compagnes et chers compagnons,

L'Organisation Anarchiste dans son ensemble se solidarise avec la Fédération Anarchiste dont l'un des membres a été lâchement agressé par un "nervi", le jeudi 2 mai 2019 au sein de la librairie Publico.

Nous relayons auprès de nos militant-e-s et sympathisant-e-s et, plus largement auprès de toutes les personnes avec lesquelles nous sommes en contact, les informations qui sont en notre possession et celles qui ne manqueront pas de nous arriver en provenance de vos Relations Extérieures.

Nous sommes prêts à participer, avec nos moyens, à toute initiative commune et/ou unitaire que vous jugeriez bon de mettre en œuvre"

Recevez chères compagnes et chers compagnons nos salutations amicales et anarchistes.

